

Demain, la finance durable : comment accélérer la mutation vers plus de responsabilité sociale et environnementales

Déclaration du groupe CFE-CGC

La confiance ne se décrète pas, elle se gagne !

Pour recréer cette confiance indispensable, il est donc nécessaire de redonner à notre démocratie le pouvoir de gérer les enjeux sociaux et environnementaux de long terme, parmi lesquels la transition écologique.

La finance doit servir une croissance économique qui profite au plus grand nombre afin de garantir la stabilité et l'équilibre de notre monde.

Notre finance doit ainsi être au service d'un monde plus juste et durable.

Pour le groupe de la CFE-CGC, le maintien de la cohésion sociale, le respect de nos ressources naturelles et de notre environnement sont plus qu'un engagement, c'est une question de responsabilité vis-à-vis des générations futures.

Pour la CFE-CGC, rendre la finance durable doit être l'affaire de toutes et tous. C'est donc l'ensemble des parties prenantes qui doit être éveillé à cette impérieuse nécessité.

Dans cet esprit, la formation des salarié(e)s des réseaux bancaires doit intégrer cette nouvelle vision, tant dans sa dimension d'empreinte sociétale, que dans celle de gestion du risque. C'est pourquoi, nous souhaitons que soit renforcée la formation initiale et continue de ces salarié(e)s, y compris ceux de l'encadrement.

Pour le groupe de la CFE-CGC, non seulement l'information et la formation des salarié(e)s dans le cadre de l'épargne salariale doivent être mises en œuvre, mais également la sensibilisation du grand public pour éclairer leur choix d'investissement.

En effet, la mobilisation de l'épargne des Français et des Françaises vers la transition écologique et énergétique nécessite que l'épargnant soit mieux informé sur la prise en

compte des enjeux climatiques et sociaux dans la gestion de son épargne. Il doit pouvoir exprimer clairement ses préférences d'investissement et choisir un produit compatible avec la transition écologique.

La CFE-CGC, adhérente au Pacte Mondial de l'ONU, soutient qu'il faut apprécier l'impact des investissements réalisés par les acteurs de la finance durable sur la base de leur contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

Pour conclure, le groupe de la CFE-CGC a voté en faveur de cet avis car il formule quelques pistes d'action permettant à la France d'investir mieux pour faire face aux défis écologiques et favoriser une croissance durable de son économie.

Mais cet avis n'est qu'une première étape dans cette recherche de conciliation entre performance économique et impacts social comme environnemental positifs. C'est tout simplement un enjeu de démocratie. Il est nécessaire et indispensable d'adapter le monde de la finance aux évolutions sociétales.